

Lettre au Secrétaire Général des Nations Unies, aux co-facilitateurs du processus préparatoire intergouvernemental du Sommet du Futur et aux États Membres des Nations Unies pour faire de la lutte contre la corruption une action prioritaire

Au Secrétaire général des Nations Unies, au Représentant permanent de l'Allemagne et au Représentant permanent de la République de Namibie, ainsi qu'aux États membres des Nations Unies,

En tant que groupe d'organisations dédiées à la lutte contre la corruption et à la promotion de la bonne gouvernance et de l'intégrité, nous applaudissons vos efforts pour convenir d'un Pacte mondial pour l'avenir, s'engageant à des actions concrètes au profit des générations actuelles et futures. Dans le même temps, nous partageons votre préoccupation quant au fait que les progrès vers la réalisation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD) sont beaucoup trop lents. L'une des principales raisons en est l'incapacité à s'attaquer de manière adéquate à la corruption, qui est responsable de la perte de jusqu'à 25 % des dépenses publiques mondiales. Si l'on ne met pas davantage l'accent sur la prévention et la lutte contre la corruption, il sera impossible de tenir les promesses des ODD et des objectifs futurs. Nous vous demandons donc instamment d'examiner attentivement le rôle de la corruption lorsque vous discuterez et conviendrez de nouveaux engagements et actions au niveau mondial pour garantir un monde sûr, durable, pacifique, inclusif, équitable et juste, un monde où personne n'est laissé pour compte.

La corruption est largement reconnue comme un obstacle important à la réalisation des ODD en raison de ses effets négatifs généralisés sur la gouvernance, la croissance économique et l'équité sociale. La grande corruption, en particulier, entraîne le détournement de vastes quantités d'actifs et un préjudice généralisé pour les populations. La corruption entrave la mobilisation des ressources nationales et fait obstacle à l'allocation juste et équitable des fonds publics. Les pots-de-vin et la corruption sexuelle affectent la fourniture des services publics, au détriment des plus vulnérables. L'influence induite d'intérêts particuliers conduit à la manipulation des politiques, à des campagnes de désinformation et à des retards dans la mise en œuvre de politiques essentielles. En outre, la corruption nuit à l'efficacité du financement de la lutte contre le changement climatique et alimente la criminalité environnementale. La corruption alimente également les conflits et menace la paix et la sécurité.

L'ODD 16 reflète la reconnaissance croissante par la communauté internationale de l'importance des efforts de lutte contre la corruption pour le développement. Il l'a fait en incluant des cibles spécifiques appelant à la réduction des pots-de-vin et de toutes les formes de corruption, ainsi qu'à la mise en place d'institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. Toutefois, il est également essentiel de reconnaître que l'impact de la corruption touche tous les ODD. Les progrès concernant l'ODD 16, qui ont récemment fait l'objet d'un rapport d'étape mondial du PNUD, de l'ONUSD et du HCDH, ne sont manifestement pas à la hauteur des attentes; en outre, le rôle de l'ONU dans la lutte contre la corruption est essentiel.

La corruption a été manifestement absente des discussions du Forum politique de haut niveau sur le développement durable de cette année.

Pour refléter de manière adéquate la centralité du problème de la corruption, le Pacte pour l'avenir devrait mettre explicitement en évidence cette question dans le préambule et lui accorder une plus grande attention dans les actions. En outre, le pacte devrait reconnaître la nécessité de s'attaquer à la corruption et aux flux financiers illicites qui y sont liés dans une action distincte, reflétant le besoin urgent de lutter contre ces deux phénomènes pour garantir un avenir durable, pacifique et égalitaire pour tous.

La transparence et la responsabilité rendent nos sociétés et nos institutions plus résistantes aux crises et aux défis futurs, notamment en renforçant notre capacité à nous adapter au changement climatique et à l'atténuer de manière inclusive. Par conséquent, le pacte devrait également renforcer la nécessité de garantir la transparence et la responsabilité des gouvernements, ainsi que la protection des libertés fondamentales. Il devrait inclure une référence au rôle particulier de la société civile et des médias dans l'exercice du contrôle, l'examen des décisions et la dénonciation des actes répréhensibles sans avoir à mettre leur propre vie en danger.

Compte tenu de la nature systémique et transversale de la corruption, nous recommandons vivement aux États membres de l'ONU, lors du Sommet de l'avenir, d'adopter les mesures suivantes:

- S'engager à accélérer la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC), à respecter leurs engagements au titre de la déclaration politique de 2021 de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (UNGASS) contre la corruption, et à assurer un suivi plus rigoureux de ces deux instruments.
- S'engager à éliminer le secret financier dans tous les secteurs, à limiter le rôle d'intermédiaire du secteur privé et à promouvoir la coopération transfrontalière et l'échange de renseignements, en reconnaissant qu'il s'agit là de mesures essentielles pour, d'une part, lutter contre les flux financiers illicites liés à la corruption, à l'abus fiscal, à la criminalité organisée et à d'autres délits et, d'autre part, pour mobiliser des ressources nationales supplémentaires afin de financer le développement durable.
- S'engager à améliorer la transparence et la responsabilité, et à renforcer les garanties anti-corruption dans les cycles budgétaires des pays bénéficiaires afin de garantir que les ressources sont allouées, gérées et dépensées de manière à améliorer la fourniture et l'accès aux services publics essentiels, ainsi que les efforts déployés pour parvenir à la paix, à la stabilité et à un développement durable inclusif.
- S'engager à garantir l'accès du public à l'information et à protéger les libertés fondamentales en tant que fonctions essentielles d'institutions transparentes, inclusives et responsables.
- Mettre l'accent sur la corruption en tant que menace grave pour la paix et la sécurité et en tant que cause profonde et conséquence des conflits dans le cadre de l'action 25. S'attaquer aux risques que la corruption fait peser sur la stabilité et la sécurité des sociétés, notamment en renforçant la gouvernance des institutions liées au maintien de la paix et de la sécurité, et en intégrant des mesures de bonne gouvernance dans les stratégies et approches nationales de prévention et de consolidation de la paix au titre de l'action 18.
- Reconnaître l'importance particulière de la transparence, de la participation du public, de la responsabilité et de la bonne gouvernance dans les processus et les actions en matière de politique climatique.

Nous saluons les engagements pris dans le Pacte, notamment celui de combler le déficit de financement des ODD par des engagements plus audacieux et plus efficaces en matière d'APD, des cadres renforcés de mobilisation des ressources nationales et des réformes de l'architecture financière internationale, y compris la dette soutenable. Cependant, ces engagements doivent être combinés avec un engagement égal à lutter contre la corruption de manière holistique.

Je vous prie d'agréer, Excellences, l'expression de mes sentiments distingués,

Transparency International
Transparency International Defence and Security

Signataires:

1. Acción Ciudadana (Transparency International Guatemala)
2. Centro de Integridade Publica - CIP (Transparency International Mozambique)
3. Civil Society Legislative Advocacy Centre - CISLAC (Transparency International Nigeria)
4. Coalition for Accountability & Integrity - AMAN (Transparency International Palestine)
5. Corruption Watch South Africa (Transparency International South Africa)
6. Costa Rica Integra (Transparency International Costa Rica)
7. Fundación Ciudadanía y Desarrollo (Transparency International Ecuador)
8. Fundación para el Desarrollo de la Libertad Ciudadana (Transparency International Panama)
9. Fundacja Akademia Antykorupcyjna, Pologne
10. FUNDE (Transparency International El Salvador)
11. Ghana Integrity Initiative (Transparency International Ghana)
12. I-Watch (Transparency International Tunisia)
13. National Integrity Action (Transparency International Jamaica)
14. PROÉTICA Perú (Transparency International Peru)
15. The Daphne Caruana Galizia Foundation, Malte
16. Transparencia Mexicana (Transparency International Mexico)
17. Transparencia por Colombia (Transparency International Colombia)
18. Transparencia Venezuela (Transparency International Venezuela)
19. Transparency Internacional Chile
20. Transparency International Anticorruption Center (Transparency International Armenia)
21. Transparency International Bangladesh
22. Transparency International Belgium
23. Transparency International Bosnia and Herzegovina
24. Transparency International Brazil
25. Transparency International Bulgaria
26. Transparency International Cambodia
27. Transparency International Cameroon
28. Transparency International Canada
29. Transparency International Colombia
30. Transparency International Czech Republic
31. Transparency International Denmark
32. Transparency International Estonia

33. Transparency International EU
34. Transparency International Finland
35. Transparency International France
36. Transparency International Germany
37. Transparency International Greece
38. Transparency International Greenland
39. Transparency International Hungary
40. Transparency International Indonesia
41. Transparency International Ireland
42. Transparency International Kazakhstan
43. Transparency International Korea
44. Transparency International Lithuania
45. Transparency International Madagascar
46. Transparency International Malaysia
47. Transparency International Netherlands
48. Transparency International New Zealand
49. Transparency International Norway
50. Transparency International Pakistan
51. Transparency International Portugal
52. Transparency International Russia (in exile)
53. Transparency International Slovenia
54. Transparency International Solomon Islands
55. Transparency International Spain
56. Transparency International Sri Lanka
57. Transparency International Sweden
58. Transparency International U.S.
59. Transparency International UK
60. Transparency International Vanuatu
61. Transparency International Zambia
62. Transparency International Zimbabwe
63. Transparency Maroc (Transparency International Morocco)
64. Trinidad and Tobago Transparency Institute (Transparency International Trinidad and Tobago)